

# Prochaines présidentielles : La Plateforme « ANW KO FASOKO » aura son candidat

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 28 OCTOBRE 2021

# 962

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## Interpellation de Issa Kaou Djim

# Une feuille morte tombe

Le mardi 26 octobre 2021 aux environs de 18 heures, le beau-fils de l'Imam Dicko et membre du Conseil National de Transition (CNT), Issa Kaou Ndjim a été interpellé chez lui à Lafia-bougou Taliko. Sur ordre du Procureur de la Commune IV, Issa Kaou Ndjim a été arrêté et conduit par les éléments de la Brigade de Recherche Rive gauche de Bamako. ...



### Les hommes de IBK : Les incohérences de « Poulo » et la haine de Choguel !



### Immatriculation des bacheliers : Vers un identifiant unique pour chaque néo-bachelier



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**27** Oct.  
2021

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Toussier ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**1076**

Nouveaux cas confirmés

**45**

Nouveaux guéris

**09**

Nouveaux décès

**02**

Au cours des dernières 24 H

**63** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**13** cas graves en soins intensifs  
**221** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**15 924**

**Guéris**

**14 606**

**Décès**

**561**

dont 697 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.17



P.21



## / Une /



Interpellation de Issa Kaou Djim : Une feuille morte tombe

P.4

## / Brèves /



La France échoue : La Russie continuera d'aider  
Fonds de Garantie pour le Secteur Privé : Le rapport d'étape de 2021 rendu public  
Kidal en ébullition : Le départ du Gouverneur réclamé  
Mali/France : L'Ambassadeur de France reçu à la Primature  
Niono : Les FAMA interpellent 14 suspects dans la zone de N'Dola

P.10

P.10

P.11

P.11

P.11

## / Actualité /



Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 27 octobre 2021 CM N°2021-34/SGG  
Immatriculation des bacheliers : Vers un identifiant unique pour chaque néo-bachelier  
Mamadou Naman Keïta, Ancien Directeur National des Routes : « Le bégaiement doit-être vu comme un problème de santé publique »  
"Sans détour" / négociation avec Iyad et Kouffa : Que vaut le HCIM sans le gouvernement ?

P.13

P.14

P.15

P.17

## / Politique /



Les hommes de IBK : Les incohérences de « Poulo » et la haine de Choguel !  
Prochaines présidentielles : La Plateforme « ANW KO FASOKO » aura son candidat  
ADÉMA PASJ : Marimantia Diarra peut-il faire remonter la pente ?  
Assises nationales de la refondation : Le chef de l'Etat installe le panel des Hautes personnalités

P.18

P.19

P.20

P.21

## / Culture & société /



Le thé : Un véritable phénomène de société

P.22

## / International /



Climat : La Chine compte réduire ses émissions de carbone à son rythme  
Soudan : Entre barricades et check-points, Khartoum paralysée par une grève générale

P.24

P.25

## / Sport /



CAN féminine 2022 : Togo-Gabon et Sénégal-Mali en qualifications

P.27

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....



## Interpellation de Issa Kaou

**Djim** Une feuille morte

**tombe**

**L**e mardi 26 octobre 2021 aux environs de 18 heures, le beau-fils de l'Imam Dicko et membre du Conseil National de Transition (CNT), Issa Kaou Ndjim a été interpellé chez lui à Lafiabougou Taliko. Sur ordre du Procureur de la Commune IV, Issa Kaou Ndjim a été arrêté et conduit par les éléments de la Brigade de Recherche Rive gauche de Bamako. Après son audition, il a été placé en garde-à-vue au Camp 1 de la Gendarmerie nationale pour comportement délictueux via les réseaux sociaux.

Une décision qui est loin d'être une surprise, pour qui connaît les élucubrations et les excès de Issa Kaou Djim à l'égard du Premier ministre de la Transition, disons des autorités de la Transition, car s'en prendre au Premier minis-

tre, c'est s'en prendre à la deuxième institution du pays ! L'homme est sans retenue et dénué de tout sens de la dignité de l'honneur de l'homme malien. En fait, un monstre qui a échappé à ses créateurs et aussi à ses bien-faiteurs.

Quel sens donner à une attaque en règle contre les autorités de la Transition, à un moment où les patriotes du Mali entendent organiser un meeting, le 29 octobre, pour soutenir l'armée malienne. Ceux-ci trouvent que « Sans sécurité, il n'y a pas d'économie, et sans une économie forte, il n'y a pas une armée forte et républicaine ».

Ainsi, « La Plateforme des acteurs du commerce, après moult analyses, a décidé en toute responsabilité d'apporter sa pierre aux

efforts incommensurables déployés par les forces vives et patriotiques de notre pays pour mettre fin à la descente aux enfers qui guette notre pays. La Plateforme des acteurs du commerce, notamment du détail, ambitionne de fédérer les initiatives et actions du secteur pour le portage de ses préoccupations, les plaidoyers, les lobbyings, l'information, la formation, l'éducation citoyenne. Les opérateurs économiques en général et les commerçants détaillants en particulier ont plus que souffert de l'insécurité. Les démembrements régionaux ont été invités à faire de la journée du 29 octobre une journée mémorable de soutien ferme à notre outil de défense », telle est la déclaration des commerçants détaillants du Mali. Les déclarations de Issa Kaou Djim sont intervenues également à un moment où une délégation du Conseil de Sécurité de l'ONU séjournait dans notre pays. Si le Conseil de Sécurité des Nations Unies réitère son soutien au Mali et à son gouvernement pour la situation politico-sécuritaire que traverse le pays et pour les réformes que le gouvernement envisage d'entamer, elle rappelle cependant l'attachement du Conseil de Sécurité au respect du délai de la transition qui doit finir par l'organisation des élections en février 2022.



On ne pouvait donc pas rester les bras croisés face aux propos incendiaires, dégradants et réducteurs de Issa Kaou Djim vis-à-vis de la Transition. Pour d'autre cependant, l'homme ne doit nullement être privé d'un droit fondamental humain, celui de la liberté d'opinion et d'expression. En effet, pour Youssouf Mangara

de la société civile, « il ne s'agit pas de la personne de Kaou Djim, mais plutôt de principes. Un principe universel est intemporel tant qu'il n'est pas aboli. Ce principe est le même à Bamako, à Kayes et à Kidal. Il demeure dans le temps et dans l'espace. Tant qu'il n'est pas abrogé, il est valable hier aujourd'hui et de-

main... Il est question de liberté d'expression et d'opinion ».

Pour lui, interpeller un leader politique pour ses opinions est tout simplement contraire aux principes démocratiques. Aussi, dira-t-il, Issa Kaou Djim a beau fait d'être polémiste, un personnage controversé, un agitateur, il est et demeure avant tout un leader politique.

Après la transformation de la DGSE en ANSE, un communiqué lapidaire du gouvernement qui, selon M. Mangara, menace les opposants à la transition et qui parle même de ligne rouge, on a bien franchi un cap avec l'interpellation d'Issa Kaou Djim. « Le tribunal de Facebook a condamné Issa Kaou Djim et le gouvernement de Choguel a suivi.

« Pour ma part, je préfère vivre en homme libre et digne plutôt que de vivre en esclave et conditionné par un gouvernement qui est lui-même le fruit d'une double déstabilisation. Je ne m'associerai jamais au grand jamais à une telle manipulation. SOUTIEN TOTAL À KAOU DJIM », dira-t-il. Pour autant, on peut s'interroger sur le point de savoir si la liberté d'expression inclut les propos séditions.

Les enquêtes devraient confirmer ou infirmer les graves accusations portées contre Issa N'Djim qui, quoi qu'on dise, est d'abord et avant tout un citoyen justiciable des lois de la République.

■ Yama DIALLO



## ■ YBC-Communication



#YBC/YB

Dogofry, Diabaly: l'armée s'installe et prend ses marques.

Depuis une dizaine de jours soit vers le 10 octobre l'armée a commencé à s'installer dans les villes et villages de l'office du Niger. Le quadrillage de la zone par l'armée malienne qui a déployé des compagnies entières s'intensifie mais la tâche est difficile à cause de l'étendue des territoires à sécuriser et de la présence de mines artisanales disséminées par les djihadistes.

Malgré tout l'armée assure la zone sera bientôt sécurisée.

Pour les forces de défense l'opération s'installera dans la durée mais le commandement ne cèdera pas à la précipitation et sécurisera chaque étape de l'opération de reprise en main de la situation.

Source radio



## ■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, le 27 octobre 2021

Le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, l'Ambassadeur Abdoulaye TOUNKARA, a présidé ce 27 octobre, la cérémonie de signature de l'Échange de notes relatives au financement du

« Programme d'Assistance alimentaire 2021 en faveur du Mali ».

Les documents ont été signés, côté japonais par l'Ambassadeur du Japon au Mali, SEM Daisuke KUROKI et côté Programme alimentaire mondial (PAM), par la Représentante résidente de cette organisation au Mali, Mme Sally HAYDOCK.

Par cette signature, le Japon s'engage à faire au PAM, un don non remboursable de 200 millions de yens japonais, soit environ un milliard de F CFA. Le PAM, de son côté, s'engage à fournir des repas sco-



laire nutritifs à plus de 94 000 enfants dans 405 écoles situées dans les régions de Kidal, Gao, Ménaka et Tombouctou, Le don est composé de 740 tonnes de riz et 120 tonnes de conserves de poisson en provenance du Japon.

Cet appui permettra, d'une part de renforcer la résilience des jeunes filles et garçons en âge de scolarisation et faciliter leur accès à l'éducation dans les régions de Kidal, Gao, Tombouctou, Ménaka, Mopti et Kayes ; et d'autre part, de faire face à leurs exigences alimentaires et nutritionnelles de base des populations affectée par la crise.

Saluant, au nom du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, SEM Abdoulaye DIOP, cet appui du Japon et la Coopération avec le PAM, le Secrétaire général du Département a fait remarquer l'opportunité de ce don qui va contribuer à améliorer la qualité des apprentissages.

Bureau de l'Information et de la Presse /MAECI



## ■ Bacary Camara



Actualité politique

Le célèbre et brillant avocat Me Mountaga Tall est une « éminence grise » du M5 RFP et président du CNID FYT qui participera probablement aux assises nationales de la refondation( ANR) prévues du 20 et 26 décembre. Mais avant ce « grand soir » tant attendu par les partisans de la prolongation de la transition, Me Mountaga Tall anticipe sa position et celle de son parti sur cette éventualité, lourde d'espoirs pour les uns et de périls pour les autres. Comme on a pu le constater le jeudi dernier, lors de son passage devant le « grand jury »(Renouveau TV)

Sur la position de la CEDEAO concernant le respect du délai de la transition : «La lutte des maliens a été parachevée par les militaires et quand la CEDEAO est venue à Bamako, le M5 avait une position très claire. Nous leur avons dit : sortons des solutions prêtes à porter, discutons et voyons quelles sont les tâches incontournables et incompressibles de la transition. Mettons en face de ces tâches des délais sur la base desquelles le délai de la transition sera fixé. Elle peut être de six mois, d'un an, de deux ans ou aller jusqu'à la fin du mandat qui a été entendu. Au contraire nous avons été mis de coté. 18 mois ont été arrêtés et le Mali a apposé sa signature. J'ai

beaucoup de respect pour la signature du Mali et le Mali appose sa signature il doit le respecter. Le Mali doit tout faire pour respecter le délai de la transition.

« Malgré la présence d'un cadre politique CNID au sein du nouveau Gouvernement CHOQUEL MAIGA, le président du parti du soleil levant Me Mountaga Tall estime que : « le Gouvernement ne doit pas volontairement trainer le pas pour ensuite annoncer au peuple malien la prolongation de la transition, mais se doit de travailler d'arrache-pied à respecter le délai fixé. S'il doit y avoir prolongation de la transition, elle doit se faire après une consultation de toutes les sensibilités, qui font ensemble le constat qu'il y'a telle difficulté et honnêtement malgré toute la bonne foi, on n'arrive pas à les surmonter. Là ce serait la voix du Mali, pas du M5 ou du gouvernement, pas celle de Choquel Maiga ou de Assimi Goita. »

« En ce moment ces difficultés seront partagées avec les partenaires parce que nous sommes dans une grande famille qui s'appelle la CEDEAO. Nous en sommes l'enfant malade aujourd'hui, mais hier d'autres étaient malades et le Mali était là pour les soigner. » « Nous sommes dans des relations d'Etat qui obéissent à des règles parmi lesquelles la courtoisie internationale, le respect de la souveraineté. Nous pouvons discuter avec la CEDEAO dans le respect mutuel réciproque pour trouver des solutions convenables et compatibles avec les textes qui régissent la communauté. »

Pour ce brillant homme de droit à la notoriété fortement établie depuis plusieurs années, il existe des liens indissociables entre l'organisation sous-régionale et notre pays: La communauté est comme un corps. Elle ne peut pas avoir mal au bras et se sentir bien. Elle se sentira bien que si l'ensemble de ses 15 membres se portent bien et cela ne pourra se faire que si ses 15 membres discutent des problèmes de chacun, comprennent les problèmes de chacun et apportent des solutions individuelles à chacun... »

B. CAMARA/Le Phénix



## ■ Univers Média - UM

Interpellation de Issa Kaou N'Djim : L'honorable Oumar Mariko dénonce une atteinte à la liberté d'opinion

Depuis hier mardi, en début de soirée, le président de l'ACRT Issa



Kaou N'Djim a été interpellé et gardé au Camp 1 de la Gendarmerie. Il lui est reproché d'avoir tenu des propos subversifs sur les réseaux. Face à cette mesure qui violerait même les principes et les textes du CNT. Selon l'honorable Oumar Mariko, président du SADI que nous avons contacté, il dénonce une violation et une injustice contre le 4ème vice-président du CNT.

L'ancien élu de Kolondieba estime que c'est un peu acte attentatoire à la liberté d'opinion et d'expression. « Après avoir écouté les vidéos de Issa Kaou N'Djim, je n'ai entendu aucun propos graves qui justifient son interpellation » confie Oumar Mariko.

Source : FIGARO DU MALI



Le Bureau du CNT en réunion en ce moment. Attendons pour connaître la position du CNT sur l'interprétation de KAOU DJIM, son 4e VICE-PRESIDENT.

Kaou Djim et Me Kassim Tapo, alliance contre nature



## ■ Larmes des pauvres

#Mali --#Mopti Ce 27/10 vers 11h sept (7) militaires de Dan na amassagou ont été tués lors d'une tentative de désamorçage d'un #EEI entre les localités de #Baïma et #Goundaka dans le cercle de #Bandiagara, en outre plusieurs autres ont été blessés.



## FANA MÉDIA



# Fana insécurité #

Selon des témoins joignent au téléphone par Fana média, des bandits armés non identifiés ont attaqué trois(3) voitures quittant le marché de Fana ce mercredi 27 Octobre 2021 au environ de 16h entre Ballan et Soliko ( des villages situés à quelques kilomètres de Fana ville).

Des sources affirment avoir vu six(6) ou sept(7) assaillants allant vers Fana ville.

Pas de blessures ni de pertes humaines mais une somme importante d'argent et de téléphones emportés par les bandits armés.

Les recherches des forces de l'ordre continuent pour mettre la main sur ces bandits.

Fana média : 27/10/2021



## RFI Afrique



La France a acté ce mercredi la restitution de 26 œuvres au Bénin jusqu'ici exposées au musée du Quai Branly à Paris. Une cérémonie était organisée, présidée par Emmanuel Macron et en présence du chef de la diplomatie béninoise, Aurélien Agbenonci.



## DICKO NEWS



#ACRT FASO KA WELE de Issa KAOU N'DJIM communique sur son interpellation



## Ammy Baba Cisse



L'ancien DG des routes Abdoulaye Daou n'a été ni arrêté ni convoqué.

## Casimir Apiè Sangala



En sa qualité privilégiée de membre du CNT Kaou Djim avait la possibilité d'interpeller qui de droit verbalement ou par écrit sans se défouler sur les réseaux !

La France restituera dans quelques jours par cargo 26 œuvres d'art au Bénin & annule une dette de 751 milliards FCFA de la RCI. Mali gna aw ma !

Le travail, même s'il n'arrive pas à sortir l'homme de la misère, lui garantit sa dignité.

Il y a quatre ans jour pour jour que le Mali déclarait persona non gratta l'enseignant français de l'école Liberté Robin Guiovanopoulos.



Il avait 72h pour partir !

Ni avion ma soro a ye bo nayé moto taxi la ka fili frontière la !

Les 7 émotions fondamentales chez l'homme : la joie, la surprise, la peur, la colère, le dégoût, la tristesse et le mépris.

## Vive Les Aigles du Mali



Onze de départ du Mali : Le sélectionneur national des Aigles dames Mohamed Houssein Saloum à effectué des changements par rapport à l'équipe qui a été accrochée au match aller ! Désolé pour le retard

**ONZE DE DÉPART DU MALI**

1. Fatoumata Karentao	10. Binta Diarra
2. Koulouba Sogoré	19. Bintou Koïté
3. Fatou Dembélé	7. Assetou Koné
11. Kany Konté	14. Aichata Traoré
17. Maimouna Traoré	18. Aigaïcha Diarra
9. Djeneba Baradji	

Facebook Vive Les Aigles du Mali

## Abdoul MBAYE



La stagnation économique et sociale et les postures conduisant aux crises politiques en Afrique sont d'abord conséquences d'intelligence insuffisante. Le progrès ne viendra pas d'un 3eme mandat mais de chefs mieux choisis et de membres de leurs cabinets dotés d'un niveau minimal

## Serge Daniel



# D'après mes informations, Issa Kaou Djim, 4eme vice-Pdt du CNT (organe législatif de la transition), a été interpellé ce 26/10/2021 pour "propos subversifs". Ex-Proche de l'imam Mamoud Dicko, il soutient le Colonel A. Goïta, mais est très critique à l'endroit du PM Choguel Maiga

#Mali- Interpellation de Kaou Djim, vice-Pdt du CNT pour "propos subversifs" datant notamment du 8 juillet ( suite) : Son avocat Me K. Tapo de-mande sa libération à cause de son "immunité parlementaire" Les enquêteurs épluchent les textes de loi. Demain est un autre jour .

## Wassim Nasr



#Iraq sans surprise l'#El revendique l'attaque d'al-Rachad al-Mogdadiyah #Diala // c l'attaque la plus élaborée du groupe avec un si important nombre de mort depuis depuis un moment

**35 هالكا ومصابا من الرفضة المشركين بهجوم نوعي لجنود الخلافة في ديالى**

ولاية العراق - ديالى الأربعاء 20 ربيع الأول 1443 هـ

بتوفيق الله تعالى، أسر جنود الخلافة 6 روافض أثناء وجودهم قرب أرض زراعية في قرية (الرشاد) بمنطقة (المقدادية) أمس، وبعد التحقيق معهم تم قتلهم بالأسلحة الرشاشة، ثم كمن المجاهدون في المنطقة منتظرين وصول تعزيزات الميليشيات الرفضية، وفور وصول اليتبين على متنها 10 عناصر، استهدفها المجاهدون بالأسلحة الرشاشة، ما أدى لمقتلهم وإعطاب اليتبينهم، ثم واصل المجاهدون استهداف التعزيزات الرفضية الفردية والجماعية التي حاولت الوصول إلى المنطقة، وأسفر الهجوم عن مقتل 15 رافضيا على الأقل وإصابة نحو 20 آخرين، وعاد المجاهدون إلى مواقعهم سالمين، ولله الحمد.

## ibrahim



Au #Mali tout peut arriver, Maître Kassim Tapo avocat de Issa Kaou Djim placé en garde à vue au camp 1.

## Samba Gassama General



Ko les gens du CNT réclament la libération de N'Djim ? J'espère que c'est faux car les gens du CNT disaient qu'ils sont là pour Mali coura.

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampile@gmail.com  
Site : www.malikile.com

## La France échoue : La Russie continuera d'aider



La Russie a appelé à respecter les plans des autorités de transition maliennes pour organiser des assises nationales, a indiqué l'ambassadrice adjointe russe auprès de l'ONU. Confronté à des défis sécuritaires, Bamako aurait sollicité la présence de sociétés paramilitaires privées russes, bien qu'elles ne représentent pas la Russie. Au cours de sa visite au Mali dans le cadre de la délégation onusienne, l'ambassadrice russe adjointe auprès des Nations unies Anna Evstigneeva s'est exprimée sur la coopération entre la Russie et le Mali. "La Russie et le Mali entretiennent des relations bilatérales de longue date. Nous coopérons dans de nombreux domaines. Nous allons continuer (à collaborer) et aider là où nous le pouvons, sans préjugés ni mentorat. Nous sommes prêts à coopérer de bonne foi avec tous les partenaires", a-t-elle annoncé.

Fin septembre le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a fait savoir dans les couloirs de l'Assemblée générale de l'Onu que le Mali s'était adressé à "une société militaire privée russe" après que les forces françaises ont échoué à évincer les terroristes du pays.

### Touba Coura et Kérouané - Le courant éclaire

L'électrification rurale peut contribuer au développement humain à différents égards, et il est souvent avancé que les problèmes d'accès à l'électricité freinent le développement économique et la fourniture de services publics tels que les soins de santé et la scolarité. Partant de ces hypothèses, le gouvernement veut assurer un plus grand accès à l'électricité d'ici 2030 par le biais de l'initiative d'électrification hybride (groupes thermiques et panneaux solaires). La tâche est loin d'être aisée : à ce jour, des millions d'êtres humains sont privés d'électricité au Mali, où le taux d'électrification est l'un des plus bas. Par conséquent, les investissements exigés sont considérables.

Touba Coura et Kérouané en commune rurale de Duguwolonwila vient d'augmenter les capacités de production d'électricité dans les centrales électriques rurales existantes alimentant des mini réseaux ruraux par l'ajout de 6,7 MW au moyen de systèmes hybrides avec des panneaux solaires, l'extension et la densification des mini réseaux et aussi d'améliorer l'efficacité énergétique et promouvoir une consommation efficace et rationnelle d'électricité dans les mini réseaux. Le montant global du financement du projet est de 44,2 Milliards de FCFA environ dont 39, 75 milliards de FCFA décaissés par la Banque mondiale, 4,45 milliards de FCFA fournis par l'Etat malien. Les opérateurs privés ont aussi mis la main à la poche. Touba coura a bénéficié de la plus grande centrale du projet d'une capacité de production de 950 KW.

Source : L'Informateur

## Fonds de Garantie pour le Secteur Privé : Le rapport d'étape de 2021 rendu public



Le Fonds de Garantie pour le Secteur Privé (FGSP) a présenté vendredi son rapport de l'année en cours à ses partenaires et à quelques organes de presse de la place. La rencontre initiée pour ce faire s'est déroulée dans un hôtel sous la présidence de son Directeur Général, Moustapha Adrian Sarr.

Ce cadre chaleureux et convivial a été mis à profit par le Directeur Général du FGSP-Sa pour échanger avec ses hôtes sur quelques points essentiels à savoir, la connaissance du Fonds de garantie pour le secteur privé, ses activités et ses procédures. Moustapha Adrian Sarr a aussi évoqué le bilan d'étape concernant la mise en œuvre des garanties relative au guichet Covid-19, les contraintes et les perspectives. Concernant le guichet Covid-19, les échanges ont porté essentiellement sur la dotation de 20 milliards de FCFA que l'État a accordé à sa structure pour soulager les entreprises impactées par cette pandémie à travers des garanties et des restaurations de prêts au niveau des institutions financières.

L'analyse du bilan d'étape relatif à la mise en œuvre des garanties au titre du guichet Covid-19 clos au 30 septembre 2021 montre que le FGSP Sa a dépassé ses objectifs d'accompagnement des entreprises en nombre sur toute la période. Le taux de réalisation s'est établi à 142%, soit 2.846 entreprises sur un objectif de 2.000 à soutenir sur la période. Selon une note de presse, en dépit de ces performances, essentiellement réalisées dans l'accompagnement des entreprises agricoles du secteur coton, la situation financière du FGSP reste rassurante. Elle peut lui permettre d'accompagner encore plus d'entreprises surtout des segments fortement impactés par la crise (hôtellerie, tourisme, agences de voyage). Domaines qui sont aujourd'hui en reprise d'activité à la faveur de l'ouverture des frontières internationales, précise le document de presse.

En termes de perspectives, la structure a partagé avec l'assistance certaines difficultés qu'elle rencontre dans sa mission de soutien aux entreprises du secteur privé. Pour y faire, le Fonds de Garantie pour le Secteur Privé dit avoir lancé un appel aux banques afin qu'elles intègrent davantage les dispositions de garantie du FGSP dans les schémas de sécurisation des concours financiers. Aux faitières d'entreprises, le FGSP en appelle à une meilleure implication dans l'animation du programme auprès de leurs membres.

Fadi CISSÉ / Source : L'ESSOR

## Kidal en ébullition : Le départ du Gouverneur réclamé



Des milliers de personnes ont manifesté mercredi pour appeler à la démission du Gouverneur de la région de Kidal. "Il doit partir et que quelqu'un de plus capable le remplace", a scandé une foule en colère. Les protestataires ont envahi les principales artères de la capitale régionale pour dénoncer la « mauvaise gestion » et « l'absence de transparence ». Ils ont été rejoints par plusieurs responsables locaux dont les autorités intérimaires régionales et celles des cercles de Tin-Essako, Achibogho, Abeïbara, Tessalit, les élus communaux, les chefs de quartiers et la société civile.

**« Les gens veulent sa démission, qu'il parte pacifiquement, et qu'un nouveau gouverneur dirige la région, pacifiquement »**

Les manifestants appellent, enfin, les autorités de la Transition à veiller à la satisfaction de leurs revendications, sans quoi aucune forme de collaboration ni de cohabitation avec l'Etat central ne sera possible. Tout est parti de la gestion rigoureuse des fonds alloués à une rencontre de sensibilisation et de formation des acteurs régionaux. Le reversement au Trésor de l'enveloppe restante a mis le feu aux poudres. Ceux qui avaient aiguisé leurs dents ont dû se mordre les doigts. Mais les gorges chaudes ont du mal à ruminer ce geste.

Source : L'Informateur

## Niono : Les FAMA interpellent 14 suspects dans la zone de N'Dola

Les groupes armés terroristes, à travers des exactions, des assassinats ciblés et des incendies de récoltes, rendent la vie de plus en plus intenable pour les habitants du Cercle de Niono.

Pour y mettre un terme, les Forces armées maliennes ont entrepris, lundi dernier, des patrouilles aéroterrestres dans la zone de N'Dola, annonce un communiqué du chef d'état-major général des Armées.

Ces opérations ont permis l'interpellation de 14 suspects qui ont été mis à la disposition de la gendarmerie nationale pour des besoins d'investigations judiciaires, ajoute le communiqué.

Afin de discréditer ces actions salvatrices dont le but est de permettre

## Mali/France : L'Ambassadeur de France reçu à la Primature



Avec le diplomate français, le Premier ministre a abordé la coopération bilatérale notamment dans le domaine de la défense et de la sécurité mais aussi du développement.

Choguel Kokalla Maïga a souligné les attentes sinon les aspirations fortes des populations éprouvées par l'insécurité qui impacte aujourd'hui sur tous les domaines d'activités. D'où la nécessité de renforcer la coopération dans la lutte contre le terrorisme, l'insécurité, la corruption et l'impunité.

S.E.M. Joël Meyer a rappelé la volonté de la France de renforcer la coopération avec le Mali. La France ne se désengage pas du Mali a-t-il précisé. Il s'agit plutôt d'adapter son dispositif, a-t-il conclu.

Source : CCRP/Primature



aux populations de vaquer à leurs occupations, des ennemis de la paix ont commencé à faire circuler des images macabres sur les réseaux sociaux, en prétendant qu'elles sont le fait des soldats en opération.

Les images qui inondent les réseaux sociaux ne correspondent pas aux opérations menées actuellement dans la zone de N'Dola. « Ces images sont prises dans un autre contexte et les FAMA ignorent l'endroit », assure le chef d'état-major des armées qui annonce qu'une enquête est immédiatement ouverte pour faire la lumière sur ces allégations portées contre les Forces armées maliennes.

Mohamed D. DIWARA / Source : L'ESSOR



# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite  
s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



# Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 27 octobre 2021 CM N°2021-34/SGG



Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi 27 octobre 2021, dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba sous la présidence du Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'État.

Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a entendu des communications.

## AU TITRE DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable a informé le Conseil des Ministres :

**a.** de l'agression des cours d'eau par les activités d'exploration et d'exploitation aurifères par drague.

Malgré l'interdiction de l'exploitation de substances minérales dans les lits des cours d'eau par drague, force est de constater :

- l'exercice illégal de l'exploitation de l'or par drague sur les fleuves Niger et Sénégal et sur certains de leurs affluents ;

- l'occupation des galeries forestières classées ;

- la délivrance illégale par certaines organisations professionnelles de cartes d'exploitants de dragues ;

- la perception de taxes à plusieurs niveaux et parfois par des acteurs n'ayant aucune qualité ;

- la pollution par des produits tels que le mercure et le cyanure des cours d'eau partagés, en violation des accords internationaux signés et ratifiés par notre pays ;

- les eaux turbides et boueuses préjudiciables aux systèmes de pompage et d'exploitation de certains offices et sociétés ;

- les conflits entre pêcheurs et chercheurs d'or par dragues.

Face à ces menaces, le Conseil des Ministres a recommandé la poursuite :

- des campagnes d'informations et de sensibilisations des acteurs concernés ;

- des opérations de déguerpissement des dragues ;

- des missions de surveillance des cours d'eau après les opérations de déguerpissement ;

- de la mise en œuvre effective des actions préconisées par le Plan d'actions de lutte contre l'exploration et l'exploitation aurifère par drague sur les cours d'eau.

**b.** de la problématique de la gestion durable des déchets solides du District de Bamako et de la ville de Kati.

La problématique de la gestion des déchets solides du District de Bamako et de la ville de Kati est caractérisée entre autres par :

- l'accumulation des ordures ménagères ;

- la création de nombreux dépôts sauvages ;
- la stagnation des eaux usées et pluviales.

Face à ces situations, le Conseil des Ministres a recommandé la mise en place de Commissions interministérielles de réflexion et de suivi de la mise en œuvre des actions de lutte contre l'exploration et l'exploitation de l'or par drague et de la gestion durable des déchets solides du District de Bamako et de la ville de Kati.

## AU TITRE DU MINISTRE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Le ministre de la Santé et du Développement social a informé le Conseil des Ministres de l'évolution de la maladie à Coronavirus marquée par une augmentation du nombre de cas testés positifs par rapport à la semaine précédente.

Le Président de la Transition, Chef de l'Etat a appelé la population au respect strict des mesures de prévention et de lutte contre la maladie.

Bamako, le 27 octobre 2021

**Pour le Secrétaire général  
du Gouvernement/PO  
La Secrétaire générale adjointe  
Madame KONATE Salimata DIAKITE  
Chevalier de l'Ordre National**

# Immatrication des bacheliers : Vers un identifiant unique pour chaque néo-bachelier

Les travaux de l'atelier d'immatrication des bacheliers de la session d'août 2021 ont été lancés, le mardi 26 octobre 2021, à Siby. La cérémonie d'ouverture de cet atelier a été présidée, par le directeur général du Cenou, Ousmane Dembélé. Cette formation a une double signification. D'une part, mettre à la disposition des autorités universitaires un fichier permettant l'inscription planifiée des néo-bacheliers, au titre de l'année universitaire 2021-2022, et d'autre part, au Cenou d'ouvrir les campagnes de dépôt des demandes de la bourse nationale, du logement et de l'aide sociale

Cet atelier a pour objectif de mettre à la disposition des autorités universitaires des outils leur permettant d'avoir une idée précise des effectifs des bacheliers attendus dans les universités, instituts et grandes écoles du Mali, au titre de l'année universitaire 2021-2022. L'atelier a réuni le Centre national des œuvres universitaires (CENOU), la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Centre national des examens et concours de l'éducation (CNECE), la CPS/Éducation, le Campus Mali et toutes les Institutions d'enseignement supérieur du Mali. A l'issue de l'atelier, chaque néo-bachelier, quel que soit son statut, son sexe et sa nationalité, aura un identifiant unique qu'il conservera tout au long de son cursus universitaire au Mali. L'immatrication permettra sans nul doute d'améliorer la gestion des deniers publics, la maîtrise des effectifs des étudiants et de l'enveloppe des allocations financières, la traçabilité du parcours des étudiants, une gestion efficace de la bancarisation des allocations financières des étudiants, la disponibilité d'une base de données fiables pour le Système d'information et de Gestion du CENOU (SIGOU). Selon le directeur général du Cenou, Ousmane Dembélé, les effectifs des admis au baccalauréat 2021 ont connu une augmentation par rapport à ceux de l'année dernière, ce qui explique le rallongement de la durée de traitement des données au cours de cet atelier qui se poursuivra jusqu'au 2 novembre 2021. « Le résultat des travaux permettra d'une part de mettre à la disposition des autorités universitaires, un fichier permettant l'inscription planifiée des néo-bacheliers, au titre de l'année universitaire 2021-2022 et d'autre part, au CENOU d'ouvrir les campagnes de dépôt des demandes



de la bourse nationale, du logement et de l'aide sociale. Les participants sont appelés à la désignation d'un président des travaux ainsi que des rapporteurs, à la création et l'organisation des différents groupes de travail, à l'uniformisation des différents fichiers par rapport aux 26 colonnes retenues pour le fichier final, à la comparaison des résultats des différents groupes, à la vérification des effectifs des admis par rapport aux décisions d'admission, à l'adoption d'un fichier unique pour servir de support à la génération des numéros matricules nationaux et enfin à l'immatrication des bacheliers », a-t-il souligné.

Conscient de la pertinence de cette formation, le directeur général du Cenou, a saisi l'occasion pour inviter à l'assiduité, à la concentration et à la confraternité qui, selon lui, seront

les maîtres mots pour que, in fine, le résultat des travaux soit couronné de documents scientifiques de haute qualité. Aussi, il a exhorté les participants à faire des critiques, des suggestions constructives et des recommandations qui permettront d'améliorer, d'innover et de consolider cette activité hautement stratégique pour les sous-secteurs de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Le maire de la commune rurale de Siby s'est réjoui de la tenue de cet atelier dans sa circonscription. « C'est une marque d'estime, et un réel plaisir pour nous de vous accueillir dans la cité de Kamadjan pour abriter cette cérémonie sans précédent », a-t-il dit.

L'immatrication des bacheliers sera un ouf de soulagement pour les étudiants maliens.

■ Ibrahim Sanogo

# Mamadou Naman Keïta, Ancien Directeur National des Routes : « Le bégaiement doit-être vu comme un problème de santé publique »

L'invité de cette semaine de votre hebdomadaire préféré d'analyses, d'enquêtes et d'informations générales, "Ziré", est Mamadou Naman Keïta, l'ancien directeur national des Routes et parrain de la 24e Journée mondiale du bégaiement. Nous l'avons interrogé le 23 octobre 2021, en marge de la célébration de ladite Journée. Dans cet entretien, il nous parle de son vécu en tant qu'une personne bègue. Aussi, nous fait-il des propositions pour une meilleure prise en charge de ceux qui vivent avec ce handicap. Lisez plutôt l'entretien.



**Mamadou Naman Keïta, une journée pour parler du bégaiement, qu'est-ce que cela vous dit ?**

C'est une très bonne chose qu'il y ait une journée pour parler de cette situation. Parce que cela permet de rappeler régulièrement aux décideurs ce handicap. Mais, je crois qu'on doit

aller au-delà. Pour moi, le bégaiement doit-être vu comme un problème de santé publique. Donc, l'Association Vaincre le Bégaiement au Mali (AVBM) doit tout faire pour que le bégaiement soit classé comme un problème de santé publique. Ces journées dédiées au bégaiement sont importantes, puisque les personnes bègues se

rencontrent et les témoignages qui sont faits, encouragent les uns et les autres. Aussi, nous autres qui avons réussi à franchir le cap, pouvons donc témoigner à travers ces journées et cela donne de plus en plus confiance à ceux qui n'ont pas encore eu cette opportunité. Cela leur permettra de ne pas baisser les bras.

**Concrètement, quel est le message que vous avez voulu faire passer en vous rendant disponible pour ces jeunes ?**

Je me suis rendu disponible de façon volontaire pour témoigner à l'assistance de mon expérience ; témoigner de ce que j'ai dû endurer et de ce que je suis aujourd'hui. Comme on le dit en Bambara "kônôdimitôtè, yin dimidô" (un malade du ventre, ne connaît pas les maux d'yeux). Auparavant, je pouvais diriger une salle sans pouvoir bien parler. Mais aujourd'hui, je m'exprime sans problème et je n'ai même pas envie de m'arrêter quand je prends la parole.

**Justement, dites-nous ce que vous avez réellement traversé pendant votre enfance ?**

Le bégaiement n'est pas une fatalité, mais une épreuve. C'est une épreuve pour les personnes qui vivent avec cette situation. Durant toute mon enfance, j'ai traversé des épreuves, notamment des épreuves de violence et surtout de violence physique où il y avait des frères qui me battaient, parce que j'avais ce trouble de langage qui est le bégaiement. Ensuite à l'école, où il y avait des cas de moqueries quand bien même que j'étais plus brillant que la plus part parce que je n'avais

jamais été en dehors des trois premiers de la classe. Donc, il faut avoir un cœur dur pour supporter certaines choses comme les moqueries. Et j'avoue que pendant tout mon cycle scolaire pour m'en sortir, je suis passé par des épreuves de violence peut-être pas physique, mais j'en arrivais à des injures de père et de mère contre ceux qui se moquaient de moi pour le bégaiement et parfois devant le maître. Mais, il a fallu quand même que je passe par là pour être là aujourd'hui et avoir cette oralité.

La manière dont je parle aujourd'hui étonne beaucoup de gens, en tout cas ceux qui ont vu et entendu ma façon de parler auparavant. Cette réalité est d'une autre époque et pour moi, les enfants d'aujourd'hui ne méritent pas cela. C'est pourquoi, j'insiste encore là-dessus, le bégaiement n'est pas une fatalité. Beaucoup de grandes personnalités du monde bégaièrent et c'est quelque chose qu'on peut surmonter avec de l'accompagnement. C'est très dommage de constater aujourd'hui que beaucoup d'enfants perdent leurs scolarités ou abandonnent l'école tout simplement parce qu'ils sont

l'objet de moqueries. Voilà pourquoi, je voudrais dire qu'il faut que le bégaiement soit considéré comme un problème de santé publique.

### **Pour votre cas, au-delà du combat personnel, qu'avez-vous fait de plus, est-ce que vous avez fait des consultations ?**

Effectivement, il a surtout fallu des personnes de bonne volonté que je salue de passage. Quand elles m'ont entendu parler sur les radios ou à la télévision nationale, elles ont vraiment fait le nécessaire. Voilà pourquoi, je crois toujours qu'il y a de bonnes personnes dans ce monde. Ces personnes ont banalement cherché mon contact et elles m'ont appelé pour me dire : « Monsieur pourtant le mal que vous avez, il y a des experts qui peuvent le traiter. » Je n'y avais pas cru dans un premier temps, mais je suis tombé sur un orthophoniste qui est extraordinaire et qui m'a effectivement aidé à surmonter cela. Donc, c'est pour dire que c'est surtout par des techniques que le bégaiement se soigne et non par des médi-

caments et il y a de très bons orthophonistes ici au Mali qui peuvent prendre en charge cet handicap qui est le bégaiement.

### **Cela dit, ça doit coûter cher !**

Oui, ça coûte vraiment cher. C'est en cela que je pense que le problème mérite d'être une question de santé publique afin que le soin puisse être subventionné par l'État. Moi, je ne sais pas combien de potentiel d'enfants cadres super intelligents que le pays perd à cause de cet handicap. Pour éviter les moqueries liées à leurs façons de parler, ces enfants n'arrivent pas à poursuivre leurs cursus scolaires. C'est vraiment regrettable, mais il n'est pas trop tard pour y penser et cela passe par la prise en compte du problème de bégaiement comme un problème de santé publique. Cela est un cri de cœur que je lance aux autorités. Parce que ces enfants bégues sont extrêmement intelligents.

Entretien réalisé par Amadou Kodio  
Source : Ziré





## “Sans détour”/ négociation avec Iyad et Kouffa : Que vaut le HCIM sans le gouvernement ?

Malgré le communiqué de démenti du 21 octobre 2021 de n'avoir mandaté personne pour négocier avec Iyad Ag Ghali, chef du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) et Amadou Kouffa, chef de la Katiba Macina, affilié au GSIM, le gouvernement n'a pas encore écarté l'option du dialogue comme l'une des solutions à l'insécurité et à l'instabilité au Mali. Mieux, il note dans le même communiqué que des volontés se sont manifestées pour mener des négociations. Une initiative qu'il salue avant d'encourager toutes les démarches entreprises pour ramener la stabilité et la quiétude dans les différentes régions du pays.



**O**ui, pour l'heure, rien n'engage officiellement le gouvernement à la lecture de ce communiqué. Donc, l'Etat malien n'a pas encore opté pour négocier avec les chefs des groupes armés terroristes. Cela revient à dire que c'est le Haut Conseil Islamique qui, selon le même communiqué, a émis la volonté de mener une mission de bons offices sans avoir été mandaté par les autorités nationales. Dans ces circonstances pareilles, il est difficile d'espérer des résultats concrets.

La question qu'il faut se poser est de savoir si l'actuel président du Haut Conseil Islamique (HCIM), Chérif Ousmane Madani Haïdara, est vraiment mieux placé pour conduire lui-même une telle mission. Il est très difficile de répondre par l'affirmative. D'autant plus que celui que l'on appelle guide de la Fédération internationale Ançar-Dine (FADI), Chérif Ousmane Madani Haïdara, ne semble pas avoir la même conception de l'islam que ceux-là avec qui il

doit négocier. D'un côté, l'on a un islam rude, radical et intolérant, qui œuvre de toutes ses forces pour l'instauration de la charia dans le pays. De l'autre, l'on a un islam plus discipliné, tolérant et capable de remplir des stades à Bamako. Deux entités islamiques qui ne partagent pas la même idéologie.

Par contre, une autre option serait possible. Il s'agit de mettre à contribution le président d'honneur du Haut Conseil Islamique, Imam Mahmoud Dicko. D'ailleurs, ce dernier ne sera pas à son premier essai. Avec lui, le Mali a plus de chance de nouer un dialogue sincère avec Iyad Ag Ghali, surtout quand on sait que ces deux personnalités se connaissent mieux.

Au-delà de la ligne rouge qui concerne le caractère laïc et républicain du pays qui ne sera pas négociable comme recommandé par le peuple malien dans les résolutions du Dialogue National Inclusif (DNI) tenu en 2019, sur quoi le Haut Conseil Islamique et ces chefs terro-

ristes pourraient-ils encore négocier ? Et surtout quand on sait que les mêmes chefs terroristes ont déjà exigé, début de 2020, le départ de toutes les forces étrangères du Mali comme condition sine qua non pour nouer le dialogue avec le gouvernement. Si cette condition demeure toujours, il faut dire que rien n'est encore joué et que tout dépendra du gouvernement.

La seule chose que l'on puisse dire, c'est que le Haut Conseil Islamique, à travers son président, Chérif Ousmane Madani Haïdara, ou alors son président d'honneur, Imam Mahmoud Dicko, pourrait tenter sa chance en attendant que le gouvernement n'éclaircisse sa position et ne décide de prendre officiellement les choses en main.

Ousmane BALLO / Source : Ziré

## Les hommes de IBK : Les incohérences de « Poulo » et la haine de Choguel !

**L**es femmes du cadre d'échanges des partis et regroupements politiques pour une transition réussie était en meeting le week-end dernier en présence du président en exercice du Cadre, Housseini Amion Guindo dit Poulo, Président de la CODEM et de la Plateforme Jiguiya Kura, du président de l'Alliance EPM, Dr. Bocary Tréta, de Amadou Koïta du PS Yeleen Kura, de Me Kassoum Tapo du MOREMA, de Sékou Niamey Bathily du RPM, de Baba Cissé de l'ASMA-CFP... et des jeunes du cadre etc.

« Deux mois après la publication du mémorandum, près d'un mois après la conférence de presse du directoire du cadre, deux semaines après le meeting des jeunes du cadre, les femmes, actrices principales, ne pouvaient rester en marge lorsque la transition est en danger. Oui, nous soutenons la transition, mais pas dans le déni. Bien sûr que nous soutenons cette transition, mais pas dans le mensonge. Nous la soutenons à réussir dans le délai, 18 mois pas plus », dira Mme Traoré Mariam Traoré, présidente des femmes du Cadre.

Pour elle, « l'essentiel, c'est de permettre aux Maliens de manger à leur faim au moment où le kilo de la viande frôle les 4.000 FCFA, le sac de 50 kg de riz dépasse les 20.000 FCFA, le bidon de 20 L d'huile est à 24.000 FCFA, pour ne citer que ceux-ci. L'essentiel pour nous, c'est d'aller vers des élections essentielles de fin de transition pour le retour rapide à l'ordre constitutionnel normal ». Selon elle, les réformes envisagées sont inopportunes et coûteuses.

L'occasion fut saisie par le président en exercice du Cadre, Housseini Amion Guindo dit Poulo, pour déclarer : « Dans deux semaines, nous allons tenir un grand rassemblement sur le Boulevard de l'Indépendance pour dire que nous ne sommes pas d'accord avec la prolongation de la transition ».

Etienne Fakaba Sissoko, pour sa part, pense



que la junte et leurs acolytes du M5-RFP ont péché dès les premières heures en opposant les Maliens, en catégorisant les Maliens, appelant pompeusement les militants du M5-RFP « les patriotes », « les dignes fils du pays » et la majorité silencieuse, « les apatrides ». Pour lui, l'inclusivité passe par des mesures politiques fortes et courageuses, en l'occurrence, égrènera-t-il, « Débarquer le Premier ministre Choguel et son équipe afin de calmer le climat politique et social au niveau national et donner des gages d'assurance à la communauté internationale ».

Il propose aussi d'ouvrir les organes de la transition comme le gouvernement, le CNT qui pourrait passer de 121 à 147 conseillers ; la prolongation de neufs mois (trois mois trop peu et six mois coïncidant avec la période hivernale) afin de dessiner les contours de l'organisation des élections. « C'est à l'unisson que le Mali pourrait face à la communauté internationale et obtenir la prolongation de la transition. Il sera dès lors envisageable dans une démarche commune d'organiser l'élection présidentielle pour laisser place à un Président de la République légal et légitime qui aura la lourde mission de mettre tous les Maliens en-

semble afin de faire face à la crise sécuritaire et d'engager des réformes politiques et institutionnelles ».

Etienne Fakaba Sissoko, tout comme Housseini Amion Guindo, sont dans des manœuvres subversives pour induire l'opinion en erreur dans le seul but de faire plaisir aux ennemis du Mali sur fond de leurs intérêts égoïstes et sordides.

Ils sont donc dans le déni de la réalité, aveuglés qu'ils sont et souffrant du fait que Choguel soit à la Primature. Tout ne serait donc qu'une question de personne et de haine pour le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga... Cela est d'autant plus vrai qu'on ne saurait prétendre œuvrer pour la réussite de la Transition tout en engageant des activités de déstabilisation pour la même Transition... Quelle incohérence donc, preuve que l'avenir et le devenir sont loin d'être une tasse de thé des acteurs politiques de l'ancienne majorité, aujourd'hui en laisse derrière Housseini Amion Guindo. Celui-ci a beau faire, il doit comprendre que nul ne peut cacher le soleil avec ses mains ni se cacher derrière son petit doigt.

■ YAMA DIALLO

# Prochaines présidentielles : La Plateforme « ANW KO FASOKO » aura son candidat

Rompre avec les anciennes pratiques et mettre en place un autre modèle gouvernance, tel est le crédo de ce nouveau regroupement.



Portée sur les fonts baptismaux, la semaine dernière, à la Maison de la presse, la Plateforme « ANW KO FASOKO » regroupe plus d'une trentaine de partis politiques et d'associations. Elle a été lancée à la faveur d'une conférence de presse animée par son président, Mamadou Oumar Sidibé, assisté par Alassane Dembélé, dit Alasko, Mme Nafissatou Keita, Hamidou Haidara, Yaya Coulibaly etc. Le thème retenu pour la circonstance « Rupture avec le système de gouvernance de la 3ème République, gage de réussite de la transition ».

Le président de la Plateforme, Mamadou Oumar Sidibé, dans ses propos liminaire dira que la situation actuelle du pays exige une cohésion et une solidarité, sans faille. Ce qui demande de mettre le Mali au-dessus de tout. C'est pourquoi, d'ores et déjà, la Plateforme « ANW KO FASOKO » s'est engagée à soutenir la transition en cours, tout en prenant part aux assises nationales sur la refondation du Mali. Toujours de l'avis du président Sidibé, la so-

lution, est en nous. Elle ne saurait émerger de compromis bancals. « Elle se fera grâce à des solutions nouvelles et inclusives, grâce à une révolution démocratique profonde. Elle prendra du temps, mais elle ne dépend que de notre unité, de notre détermination, de notre courage et de notre volonté commune à aller vers le changement tant attendu » a-t-il poursuivi.

Parlant de la refondation démocratique, le président du PRVM, Mamadou Oumar Sidibé pense qu'elle est possible avec la restauration des valeurs profondes du Mali. C'est dans cette dynamique qu'a été créée cette Plateforme. Pour parvenir à cette restauration du Mali, il faut « une alternance aux élections générales prochaines » a suggéré le président Sidibé. Dans la déclaration lue par Alassane Dembélé dit Alasko, il ressort que la Plateforme s'engage à mettre en place les structures décentralisées, à proposer un projet de société et un programme de développement pour un Mali émergent, à préparer les élections générales

(présidentielles, législatives, communales et régionales).

De même, la Plateforme « ANW KO FASOKO » sera une grande actrice des changements fondamentaux qu'attend le Peuple du Mali. Pour ce faire, il faut une nouvelle génération d'hommes publics pour prendre leurs responsabilités de dessiner les contours du Mali nouveau. Cela nécessitera de mettre fin au système factice instauré depuis l'avènement de la démocratie, synonyme de mal gouvernance (insécurité alimentaire, sécuritaire, dilution de nos valeurs, crise sociale, corruption.)

« C'est à ce prix que nous relèverons les défis, que nous bâtirons, ensemble, un État de droit, fort et impartial, qui sera totalement dédié au service du bien-être moral et matériel de la Nation malienne » tel libellé dans ladite déclaration.

Ki-Zerbo

# ADÉMA PASJ : Marimantia Diarra peut-il faire remonter la pente ?

**Le redressement du parti va le revivifier : il en avait grand besoin après des années dans une majorité présidentielle balayée par la bourrasque populaire. Dans quel domaine proposera-t-il nettement mieux ou carrément autre chose que ce qu'il n'a pas fait encore ?**



**E**n termes de rapports numériques, il n'est pas facile de minimiser, le verdict électoral du congrès. Le fauteuil de président est échu à Marimantia Diarra pour un mandat de cinq ans, traduisant un vœu de changement. Avec 45 des 54 suffrages exprimés, Marimantia Diarra s'est offert une écrasante victoire. Élu pour cinq ans, celui qui est aussi maire de Dianguiré, dans le cercle de Diéma (région de Kayes), a reçu le soutien d'Adama Noupounon Diarra et de l'ancien ministre Moustapha Dicko. Candidats eux aussi à la présidence du parti, ils ont finalement décidé de se ranger derrière Diarra. Celui-ci a également pu compter sur le soutien de nombreux cadres, à l'instar du maire de Bamako,

Adama Sangaré, et de Yaya Sangaré, porte-parole du parti qui en devient le secrétaire général.

Le redressement du parti va le revivifier : il en avait grand besoin après des années dans une majorité mise à mal par un soulèvement populaire et le coup de grâce de l'armée. Mais on s'interrogerait en vain sur la signification globale de sa volonté à remonter la pente. Dans quel domaine le parti Adéma proposera-t-il nettement mieux ou carrément autre chose que ce qu'il n'a fait ? Il va falloir trouver à redire à tout, ce qui sera de bonne guerre à l'approche des prochaines présidentielles et législatives, mais il n'a encore rien à dire. Les candidats au poste de président se sont présentés aux dé-

légués, sans programme, sans recette. Le seul atout, et il n'est pas négligeable, comme les résultats l'ont montré, est de pouvoir se réclamer d'une galerie de personnalités respectables qui firent excellente figure contre le sortant qui ne pouvait espérer la répétition du raz de marée, et qui pâtit en outre du déclin de l'astre présidentiel. Ce que Marimantia Diarra fera de sa victoire est une autre affaire, un autre roman qu'il a des mois pour écrire... S'il n'y a pas lieu de négliger cette victoire, il convient aussi de sentir ce qu'il a de mortifiant pour le perdant Tiémoko Sangaré. Certes, ce dernier ne s'attendait certainement pas à un miracle, mais il n'y a pas d'homme politique qui, dans le secret de son cœur, ne caresse le rêve d'une heureuse surprise. Le leader avait subi les contrecoups de l'usure du pouvoir, amplifiés par les mauvaises performances aux dernières élections générales et avait réussi à fédérer contre lui toutes les oppositions, y comprises celles émanant de ses premiers soutiens d'alors, notamment du maire Adama Sangaré.

## Elections lourdes d'enjeux

Les prochaines élections sont lourdes d'enjeux pour l'avenir du Mali mais aussi pour l'Adéma, qui cherche à compter ses forces après la bourrasque qui a emporté IBK. « Le parti appréciera la stratégie à adopter pour la prochaine élection présidentielle dans le cadre d'une conférence nationale », a expliqué Marimantia Diarra qui ambitionne d'huiler l'ensemble des mécanismes « sans délai » en vue du scrutin.

Ce serait un exploit pour une majorité en formation politique, après des années difficiles, d'arriver à se hisser dans le peloton de tête. Sacré premier parti du Mali dix ans durant à partir de 1992, l'Adéma conserve un contingent qui lui permettrait de faire bonne figure face à son ex-allié le plus puissant, le Rassemblement pour le Mali (RPM). « Nos textes sont très clairs, a affirmé Adama Diarra. Il faut être membre de l'Adéma depuis au moins cinq ans pour espérer être son candidat. On ne peut pas vendre le parti au plus offrant. » Voilà ce qui est bien dit ! Mais le parti de l'abeille n'a pas écarté de nouer des alliances robustes.

Georges François Traoré  
Source : L'Informateur

# Assises nationales de la refondation : Le chef de l'Etat installe le panel des Hautes personnalités

Au cours d'une cérémonie solennelle hier dans la salle des Banquets du Palais de Koulouba, le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, a mis en mission les 19 personnalités qui auront la charge de conduire les consultations populaires

Il faut rappeler que ces hautes personnalités ont été nommées par le président de la Transition à travers le décret n° 2021-0730/PT-RM du 16 octobre 2021 portant nomination des membres du Panel des Assises nationales de la refondation.

Après la présentation des membres du Panel au chef de l'État, l'ancien ministre des Affaires Etrangères et de Coopération Internationale, Zeini Moulaye qui préside le groupe, a remercié le président de la Transition pour la confiance placée en eux. En capitaine conscient des enjeux et attentes de la mission, il a rassuré le chef de l'État que son équipe fera tout son possible pour être à la hauteur de la responsabilité à eux confiée.

« Nous avons répondu de bonne foi à l'appel de la nation avec la ferme conviction de faire notre part par une contribution de qualité au processus de refondation qui s'annonce comme une nécessité absolue pour notre pays », a souligné l'ancien chef de la diplomatie malienne. Et Zeini Moulaye d'espérer que le peuple tout entier répondra à cet appel afin que, dans un élan solidaire exceptionnel, « nous renversions radicalement l'image que le Mali offre aux Maliens et au reste du monde ».

Pour le président du Panel, le Mali est devenu le centre d'intérêts stratégiques multiples, divergents voire antagonistes qui n'ont souvent aucun rapport avec les préoccupations de notre pays.

« Aujourd'hui, nous croyons plus que jamais que l'heure a sonné pour une réflexion approfondie sur la refondation du Mali et un début de mise en œuvre des idées qui permettront de relever définitivement les multiples défis auxquels notre pays fait face », a déclaré Zeini Moulaye. Pour le diplomate, refonder le Mali aujourd'hui, c'est créer une nouvelle citoyenneté, rétablir la confiance entre les gouvernants et les gouvernés et restaurer l'autorité de l'État.

Dans son discours d'installation, le président de la Transition a rappelé que les missions des



organes de la Transition découlent des aspirations profondes de notre peuple, exprimées en termes d'exigences et tenant désormais lieu de boussole pour ceux qui ont la charge de diriger le pays aujourd'hui.

Pour le colonel Assimi Goïta, les maux qui minent notre État et notre société et qui ont conduit à la situation complexe actuelle ont besoin d'être traités avec des solutions endogènes et durables. C'est sur cette base, soutient-il, qu'il a été décidé de donner la parole au peuple qui, en premier ressort, doit déterminer son avenir et les voies et moyens pour y parvenir.

« C'est tout l'esprit et l'objectif des Assises proposées par le gouvernement dans son Plan d'action et validées par le Conseil national de Transition », a justifié le colonel Assimi Goïta. Selon lui, ces Assises vont permettre à toutes les couches et sensibilités de notre peuple de se prononcer sur la situation critique du pays et de décider des mesures à mettre en œuvre dans tous les secteurs de la vie nationale.

Le président Goïta dira qu'il s'agit de s'engager dans une œuvre de refondation de l'État pour organiser des élections crédibles et avoir des institutions dont la légitimité ne sera pas contestée et d'instaurer une gouvernance vertueuse.

Pour conduire une telle mission, dira-t-il, il faut des filles et fils de la nation dont le patriotisme, l'expertise et l'impartialité ne souf-

frent d'aucun doute. Le chef de l'État a estimé que les personnes qui ont été choisies pour siéger dans ce Panel répondent bien à ces critères. Il les a invités à prendre la pleine mesure de leur responsabilité.

« De votre clairvoyance et votre sagesse, les Maliens devront se parler pour procéder à un diagnostic sans complaisance de nos problèmes et faire des propositions de réformes nécessaires », a-t-il souligné. Avant d'ajouter que le peuple attend d'eux de créer les conditions d'un cadre de dialogue inclusif dans lequel, se retrouveraient l'ensemble des forces vives du pays.

Le colonel Assimi a souligné que le Mali a besoin qu'on l'entretienne comme une vieille mère qui a tout donné à ses enfants. Il a invité nos compatriotes à inscrire leurs actions dans cette dynamique patriotique pour faire du Mali Koura une réalité.

à noter que le Panel est composé de 19 hautes personnalités dont sept femmes parmi lesquelles des anciens ministres, des historiens, des avocats, des officiers supérieurs, des responsables religieux et de la société, etc. La cérémonie d'installation de ces illustres personnalités s'est déroulée en présence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga et de plusieurs membres du gouvernement.

Aboubacar TRAORÉ  
Source : L'ESSOR

## Le thé : Un véritable phénomène de société

Voir un regroupement de personnes sans l'inévitable théière, relève de l'impossible dans notre pays. Signe du fort engouement qu'il suscite : pas moins de 126 marques de thé circulent dans notre pays



Un samedi soir à Lafiabougou, en Commune IV du District de Bamako. Le ciel est totalement dégagé. Tempéré, le vent souffle par moment. Les douze jeunes (filles et garçons) qui composent le « grin » « Ankata (allons en bambara) » sont, comme à leur habitude, réunis autour du chef de groupe Adama Sacko dit LilKedji. Au loin, une saveur agréable de thé visiblement bien cuit monte à la surface. La théière chauffe. La première des trois parties du thé semble prête.

Ce rendez-vous qui rime avec des dépenses, est devenu comme un rituel pour ces jeunes-là. Chaque jour, ils dépensent environ 1.000 Fcfa pour acheter un paquet de thé contenant dix sachets de 125g. « On prépare cinq le matin et on garde les cinq autres pour le soir », explique Adama Sacko, en pianotant sur le clavier de son Smartphone. Chacun contribue. Il arrive que l'un d'entre eux achète la dotation du jour pour tout le groupe. « On ne voit pas l'intérêt de former un grin sans faire du thé à côté », confirme-il, précisant qu'ils consomment toutes sortes de marque de thé.

Au Mali, les causeries entre groupe d'âge ou de collègues appelé « grins » se font généralement autour du thé et dans la rue. Les familles se réunissent autour du thé. Il est également très prisé lors des cérémonies so-

ciales : mariages, baptêmes et même les funérailles. Les bureaux des services, publics comme privés, ne sont pas épargnés.

Dans ces lieux de travail, des amateurs paient ou chargent des jeunes de préparer du thé pour le leur servir dans les bureaux. Sa consommation est ancrée dans les traditions et habitudes alimentaires.

**126 MARQUES DE THÉ-** Toute chose qui expliquerait la prolifération sur le marché malien de plusieurs dizaines de marques de thé. On estime le nombre à près de 126. On en trouve dans toutes les boutiques de quartier. Salam

Dicko est boutiquier à Hamdalaye ACI. Plusieurs variétés de thé, emballées dans des sachets de couleur jaune, bleue, noire, rouge, etc., sont exposées dans les rayons de son magasin. « Par semaine, je peux écouler plusieurs cartons de thé de marques différentes », se réjouit le marchand. Précisant que les clients les achètent selon leur préférence, il ajoute que toutes les marques de thé marchent bien au Mali.

Importés de l'Algérie, de la Mauritanie, du Maroc et de la Chine, ils se vendent comme de petits pains. Sur la période allant de janvier à juillet 2021, le Mali a importé 2.383 tonnes de thé. Ces marchandises ont transité par les ports de Lomé, de Côte d'Ivoire, de Dakar et de Guinée, explique un chef de division à la direction régionale de l'agriculture. Adama Keita ajoute : « Les marques les plus vendues sur le territoire national sont : Achoura, Firdhaous, Alkaoussara... »

Ces thés sont tous de qualité et bien inspectés avant d'être mis en circulation dans le pays. Ces précautions écartent certes les risques d'intoxication, mais la consommation de thé crée une réelle dépendance qui pourrait expliquer la montée sans cesse croissante de sa côte de popularité, selon un médecin nutritionniste.

Le thé reste un excitant à travers la caféine, la théine et d'autres substances qu'il contient,



explique Dr Mamadou Traoré. La consommation du thé apparaît aux yeux d'un nombre important de Maliens comme un phénomène social permettant de consolider les liens d'amitié en provoquant des retrouvailles, note le sociologue Dr Aly Toukara.

Le fait qu'il y ait un «grin» sans thé est mal perçu dans notre entourage, a été exploité par les commerçants. Ceux-ci ont saisi les «grin» comme une sorte d'aubaine afin de diversifier les variétés de thé pour pouvoir faire davantage de profit.

**RICHE EN ÉLÉMENTS NUTRITIFS-** Au même moment, la consommation de cette boisson sucrée va au-delà des retrouvailles au «grin», elle questionne à la fois le travail dans les administrations publiques et privées, analyse le professeur d'enseignement supérieur. Pour qui ces lieux sont rythmés aujourd'hui par une consommation accrue du thé. «Cette boisson à tendance à sortir d'un cadre phénoménologique pour devenir un fait de société», conclut Dr Aly Toukara.

Quid des avantages ? Le thé contient des éléments nutritifs, reconnaît l'expert en nutrition. Pour pouvoir profiter de ces vitamines, il doit être consommé à distance entre les repas et sous une forme infusée, recommande Dr Traoré. Ce qui permet, insiste-t-il, de conserver ces éléments nutritifs (vitamines et acides aminés) et de réduire la teneur en théine.

«Le thé infusé contient des acides organiques,



moins de caféine, des vitamines (A, B, C, E, P), des minéraux (potassium, phosphore, magnésium) et des centaines de substances aromatiques. C'est également un excellent antioxydant», explique le spécialiste. S'il est consommé avant le repas, le thé vert contient une autre vertu. «Il optimise l'absorption des différents nutriments comme le magnésium et autres vitamines», révèle Dr Mamadou Traoré.

Le nutritionniste conseille aux personnes anémiques de modérer leur consommation de thé, car il inhibe l'absorption et l'assimilation du fer. Aussi, n'est-il pas prôné de le consommer juste avant d'aller au lit, car la théine qu'il

contient, comparable à la caféine, peut rallonger le temps d'endormissement. C'est pourquoi, il est demandé d'arrêter d'en consommer au moins 4 heures avant le coucher.

Les femmes enceintes qui en absorbent, risquent de transmettre les toxines au fœtus. À travers le placenta, la caféine peut entrer dans son circuit sanguin. Les conséquences peuvent être les problèmes de croissance, de naissance prématurée et de fausse couche, prévient-il.

Fadi CISSÉ  
Source : L'ESSOR



# Climat : La Chine compte réduire ses émissions de carbone à son rythme

Le président français a téléphoné à son homologue chinois, mardi 26 octobre. Sur le dossier du changement climatique, Emmanuel Macron a demandé à Xi Jinping d'envoyer un « signal décisif », en amont de la COP26 en Écosse en rehaussant son niveau d'ambition. Dans un rapport publié dimanche, la Chine a commencé à préciser les étapes de sa sortie du charbon.

La marche décarbonée de l'économie chinoise risque d'être plus longue que ne le souhaiteraient les experts, mais ces 16 pages en mandarin du Conseil d'État chinois ont le mérite de faire apparaître des marqueurs et une trajectoire vers un pic des émissions carbonées en 2030.

## Un pic à atteindre « en douceur »

On n'est pas encore au sommet de la montagne : nous avons récemment fait le tour de provinces charbonneuses en Chine où nous avons vu des camions à la sortie des mines,

des cheminées de centrales à charbon fumant plein pot, ces dernières venant d'être relancées afin de palier la crise énergétique.

La Chine va à son rythme et le document précise bien qu'elle vise à atteindre ce premier palier « en douceur ». En 2030, la part des combustibles non fossiles dans la consommation énergétique devrait donc passer à 25%, soit 65% d'intensité carbone par unité de PIB comparé à 2005.

## Doublement du parc éolien et solaire

Autre orientation importante : le gouvernement chinois appelle à imposer un plafond des émissions carbonées qui n'existe pas pour l'instant. Le communiqué évoque également un doublement du parc éolien et solaire, en misant sur un renforcement des capacités de stockages des énergies durables. Pékin évoque enfin un développement « ordonné » du nucléaire civil, avec entre autres le développement de centrales encore au stade expérimental comme les petits réacteurs modulaires flottants.

Source : RFI





## Soudan : Entre barricades et check-points, Khartoum paralysée par une grève générale

Au Soudan, l'appel à la grève générale lancé par les syndicats et les comités de résistance populaire après le coup d'État de lundi 25 octobre semble largement suivi. La capitale Khartoum était totalement à l'arrêt mardi et des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de province. Malgré les restrictions du réseau téléphonique, les partisans de la résistance passive commencent à s'organiser. Du côté des alliés des militaires, c'est le silence. Le Premier ministre Abdallah Hamdok a été ramené chez lui.



**O**n ne pouvait se déplacer qu'à pied dans Khartoum, ce mardi, au lendemain du coup d'État militaire. À chaque grande intersection, on retrouve soit des escouades de soldats montés sur pick-up ou bien des barricades de briques et de pneus brûlés hérissées par les manifestants, empêchant aux véhicules l'accès à de nombreux quartiers du centre-ville, ainsi que d'Omdurman, la cité jumelle de la capitale, de l'autre côté du Nil. Les soldats de l'armée régulière, quant à eux, se faisaient discrets, tenant seulement des points stratégiques, notamment autour du quartier-général de l'armée où s'est déroulé l'essentiel de la répression meurtrière de lundi.

« Les comités de résistance se sont organisés, explique Abdelkhalik, membre du comité de résistance de Taef. De nombreuses barricades

ont été montées, car il y a eu plusieurs attaques des Forces de soutien rapide. À chaque fois, ils les détruisent et nous les reconstruisons. Ces jeunes-là qui les tiennent sont là depuis 6h du matin, et resteront jusqu'à minuit, dans tous les quartiers. »

Comme les téléphones ne fonctionnent pas, les anciens de la révolution de 2019 s'efforcent d'organiser d'autres canaux de communication, raconte une source proche des comités de résistance. Les appels à la grève ont commencé à être lancés par les haut-parleurs des mosquées, par exemple. « Le mot d'ordre est d'organiser la résistance par le bas, poursuit cette source, de tenir son quartier jusqu'à nouvel ordre. »

Ce mardi soir internet a été rétabli puis a de nouveau été suspendu. Cet étudiant en infor-

matique est rivié à son téléphone. « On a reçu pas mal de vidéos quand le réseau a été rétabli. On a constaté que l'armée avait procédé à des actes de tortures ciblant notamment les étudiants et les jeunes. Alors quand Burhan dans son discours dit qu'il agit dans l'intérêt de la jeunesse, c'est pour séduire les médias. Mais nous ne sommes pas dupes de ce jeu-là. »

La plupart des commerces étaient fermés, les rideaux de fer tirés. L'opération ville morte voulue par les syndicats et les comités de résistance populaire semblait être très largement suivie. En province, les militants qui sont parvenus à se connecter à internet évoquent des opérations similaires en cours dans la cité ouvrière d'Atbara, à Port-Soudan, Dongola, El-Obeid, Kosti et même à Nyala, au Sud-Darfour.

Les comités de résistance appellent à une marche du million samedi prochain. « Le 30 octobre sera un jour de mobilisation massive à travers le pays pour faire chuter le gouvernement des généraux et les restes du régime d'al-Bachir. Nous sommes en contact avec nos homologues dans toutes les régions et gouvernorat du pays », assure Abdelkhalik. « Aujourd'hui personne n'est allé à l'université, ni au travail, témoigne un autre habitant. On se prépare. On ne bougera pas d'ici tant que nos demandes ne seront pas entendues. Je n'ai pas peur. Des martyrs de ma génération sont tombés. Aujourd'hui, soit on respecte mes droits soit je suis prêt à mourir. »

Difficile de savoir quelle sera la réponse des militaires. Cette nuit, des violences sont à craindre. On entendait déjà de nombreuses sirènes d'ambulance et des coups de feu. Avec la coupure du réseau, il est très difficile d'avoir les informations en temps réel. Une chose est sûre, la répression se poursuit.

## Les Bejas apportent leur soutien au général al-Burhan

Côté militaire, pour l'instant, c'est le silence. Seul le général Abdel Fattah al-Burhan, chef

du Conseil souverain de la transition, s'est exprimé. Il a notamment évoqué le sort du Premier ministre Abdallah Hamdok, qui a été ramené chez lui - il était depuis lundi retenu chez l'homme fort de Khartoum.

Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, s'est entretenu par téléphone mardi avec le Premier ministre soudanais renversé, selon un communiqué du département d'État. « Le secrétaire d'État se réjouit de la libération du Premier ministre et renouvelle son appel aux forces militaires soudanaises pour qu'elles libèrent tous les dirigeants civils en détention et garantissent leur sécurité », a ajouté le porte-parole du département d'État, Ned Price, dans le communiqué. Abdallah Hamdok a été ramené chez lui mardi soir et reste « sous surveillance renforcée ».

De quel soutien bénéficie le chef de l'armée pour mener son coup ? Du côté des alliés du général, pas de réactions. Seul le chef de l'importante communauté Bejas - qui bloque l'est du pays depuis un mois - a officiellement apporté son soutien au chef de l'armée.

Un silence, particulièrement, étonne : celui du numéro 2 du conseil souverain, le général Hemeti. À la tête des Forces de soutien rapide, il ne s'est pas exprimé depuis plusieurs jours. Il

s'était récemment opposé aux civils comme aux militaires en refusant d'intégrer ses hommes au sein de l'armée, comme ces derniers l'exigeaient.

Également silencieux, Gibril Ibrahim, un leader rebelle devenu ministre des Finances, ainsi que Mini Minawi, récent gouverneur du Darfour. Ces deux personnalités darfouraises influentes, qui avaient soutenu la révolution de 2019, ont récemment rompu avec la coalition civile et demandé la démission du Premier ministre Abdallah Hamdok.

Rien à ce stade ne permet de connaître leur avis sur le coup d'État. Mais selon une chercheuse, leurs mouvements sont très divisés, notamment sur une éventuelle collaboration avec l'armée.

Reste ensuite les militaires de rang inférieur : vont-ils soutenir leur chef et accepter de diriger la répression contre les manifestants comme en 2019 ?

En revanche, le général Burhan pourrait compter sur l'important réseau des services de renseignements - dirigé à l'époque par Salah Gosh, aujourd'hui en exil.

Source : RFI



# CAN féminine 2022 : Togo-Gabon et Sénégal-Mali en qualifications

On connaît dix des onze confrontations pour le deuxième tour des qualifications pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations féminine de football, prévue du 2 au 23 juillet 2022 au Maroc. En février, le Togo affrontera ainsi le Gabon, le Sénégal jouera contre le Mali, le Cameroun sera face à la Gambie. Quant aux Ivoiriennes, elles défieront les Nigériennes, reines d'Afrique.

Quelles équipes rejoindront celle du Maroc en phase finale de la prochaine Coupe d'Afrique des nations féminine de football, que le Royaume chérifien est censé organiser du 2 au 23 juillet 2022 ? Ce 26 octobre 2021, le premier tour des qualifications pour cette CAN féminine 2022 s'est presque achevé. Presque, car la rencontre Soudan-Algérie n'a pas pu avoir lieu et a été reportée sine die à cause du contexte politique à Khartoum. Mais les Algériennes avaient gagné le match aller 14-0. Elles devraient donc, sauf revirement, affronter les Sud-Africaines, au deuxième tour, en février prochain... Un deuxième tour dont on connaît donc dix des onze confrontations. Des confrontations qui seront vraisemblablement beaucoup plus équilibrées qu'au premier tour. Un Nigeria – Côte d'Ivoire attendu Parmi celles-ci, Tunisie – Guinée équatoriale et Nigeria – Côte d'Ivoire sont particulièrement attendues. Les Tunisiennes ont en effet été impressionnantes face aux Égyptiennes, tandis que les Équato-Guinéennes, qui ont déjà gagné deux CAN et joué un Mondial, ont profité du

forfait des Congolaises de RDC pour avancer sans jouer.

Les Ivoiriennes, elles, ont écrasé les Nigériennes (20-0 sur l'ensemble des deux rencontres), alors que les Nigériennes ont peiné pour éliminer les Ghanéennes (2-0 à l'aller, 0-1 au retour). Le Nigeria, triple tenant du titre, sera toutefois favori face à la Côte d'Ivoire.

A noter que la CAN féminine 2022 sera la première édition à 12 équipes et que les demi-finalistes de cette compétition seront automatiquement qualifiées pour une Coupe du monde 2023 programmée en Australie et en Nouvelle-Zélande.

## COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS FÉMININE, MAROC 2022 : DEUXIÈME TOUR ALLER

Du 14 au 23 février 2022 –  
Ouganda – Kenya  
Burundi – Djibouti  
Zambie – Namibie  
Zimbabwe – Botswana  
Afrique du Sud – Algérie ou Soudan

Tunisie – Guinée équatoriale  
Togo – Gabon  
Cameroun – Gambie  
Sénégal – Mali  
Guinée-Bissau – Burkina Faso  
Nigeria – Côte d'Ivoire

## COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS FÉMININE, MAROC 2022 : DEUXIÈME TOUR RETOUR

Du 14 au 23 février 2022 –  
Kenya – Ouganda  
Djibouti – Burundi  
Namibie – Zambie  
Botswana – Zimbabwe  
Algérie ou Soudan – Afrique du Sud  
Guinée équatoriale – Tunisie  
Gabon – Togo  
Gambie – Cameroun  
Mali – Sénégal  
Burkina Faso – Guinée-Bissau  
Côte d'Ivoire – Nigeria

Source : RFI





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Uranus a quitté votre signe et vous donne envie de changer de cap. La pression retombe et vous avez envie d'avoir un poste qui vous apporte plus d'épanouissement. D'anciennes déceptions vous ont laissé un goût amer qui vous a servi de leçon à tirer.

Une prudence est conseillée dans le budget, car vous avez la main généreuse quand il faut sortir. Vous sortez facilement de l'argent pour faire plaisir à vos amis. Il est conseillé d'être plutôt égoïste pour garder une bonne trésorerie avant la fin du mois.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

On peut dire que vous avez du flair, vous avez le don de repérer les bonnes opportunités lorsqu'elles se présentent. Aucun obstacle ne se dresse devant votre ambition, personne ne vous refuse rien. Vous obtenez tout d'un claquement de doigts.

Si vos finances font grise mine, ralentissez les dépenses. Vous avez les yeux plus gros que le ventre, il est temps de vous assagir un peu de ce côté-là. Attendez une meilleure période pour vous acheter le dernier téléphone à la mode.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La prudence est recommandée, car Jupiter en Sagittaire vous rend très ambivalent. Pourtant, vous pourriez postuler pour un poste qui ne correspond pas à vos ambitions. Essayez de réfléchir et d'écouter les avis de collègues qui cherchent à vous épauler.

L'argent tend à sortir plus qu'il n'entre sur votre compte. Vous pouvez aussi être tenté par de multiples dépenses. Le montant à l'arrivée pourrait vous apporter des désagréments sur le budget. Pour gérer le mois entier, alors prenez les bonnes résolutions.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

N'allez pas chercher midi à quatorze heures ! Sous l'effet de Mercure/Pluton dissonant, vous risquez de vous perdre en questionnements inutiles, voire paralysants. Aller au fond des choses est certes louable, mais ne creusez pas trop, vous allez passer au travers !

Vous aurez envie de gâter tout le monde, mais ce ne sera pas une bonne idée ! L'argent rentre sur vos comptes, au lieu de dilapider pour vous faire aimer, pensez plutôt à vous constituer une épargne qui vous serait utile dans quelque temps.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Les relations de travail sont tendues, car vous ne laissez rien passer. Votre intransigeance se fait sentir et des crispations sont possibles avec des collègues ayant un caractère bien trempé. Vous réalisez ne plus pouvoir travailler avec certains collègues.

Les dépenses peuvent se faire sous des coups de coeur et des frais obligatoires. L'imprévu reste responsable de vos dépenses. Des réparations urgentes peuvent déclencher des frais dont vous auriez aimé vous passer. Penser à l'argent peut vous rendre nerveux.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous faites preuve d'un sens de l'organisation aiguisé. Vos supérieurs ont beaucoup d'attente à votre égard, vous le ressentez, vous paniquez. Comme souvent, vous ne vous sentez pas à la hauteur. Jupiter vous secoue, ressaisissez-vous rapidement.

En bonne Vierge matérialiste, vous comptez votre argent, le plus souvent vos comptes sont équilibrés. Aujourd'hui, une dépense imprévue vous oblige à refaire vos calculs. Ne stressez pas, tout va bien. Il faut juste réajuster la balance.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Pour travailler dans de meilleures conditions, il manque des étapes ou des informations. Vous n'avancez pas dans votre travail et avez l'impression de vous disperser. Une nouvelle organisation est nécessaire, mais en ce moment tout ne va pas dans le sens voulu.

Il faut faire preuve d'une patience d'ange. Vous avez une autonomie financière, mais l'argent destiné aux loisirs peut être insuffisant. Il est possible que vous sacrifiiez des sorties pour régler des factures. La raison prend le pas sur les élans.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Mercury représente un soutien solide pour communiquer. Cependant, son opposition à Pluton risque de vous rendre un peu trop frontal... Essayez de maîtriser vos réactions, ne gâchez pas le beau potentiel que vous offre Neptune. Soyez plus créatif !

Jupiter se montre très généreux envers vous ! Vous ne manquerez pas d'argent. Cependant, son carré à Neptune pourrait vous inciter à dépenser plus qu'il ne le faudrait. Faites-vous un petit plaisir afin de ne pas vous sentir frustré et restez raisonnable pour le reste.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Dans votre carrière, un virage est en cours et vous pouvez décider de reprendre des études ou de vous lancer dans une activité toute nouvelle. Les activités liées à la clientèle ou commerciales sont très favorisées en raison de votre personnalité rassurante.

Vous avez envie de voyager et l'idée de vous offrir des billets, peut faire partie de vos idées entêtantes. Du côté de la gestion du budget, de la négligence peut arriver ou une attitude détachée, ce qui entraîne des surprises sur le solde de votre compte.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Neptune remarque qu'aujourd'hui au bureau vous manquez cruellement de patience. Ce comportement vous apporte des déconvenues, vos collègues s'agacent, vos supérieurs vous rappellent à l'ordre. Rectifiez le tir pour éviter de vous attirer leurs foudres.

Vos comptes doivent être votre priorité, sauf que vous avez d'autres chats à fouetter aujourd'hui. Cependant vous gardez une surveillance sur vos finances, vous n'aimeriez pas avoir de mauvaises surprises par la suite. Vous faites preuve de sérieux.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous bénéficiez d'appuis venant de relations nouvelles et êtes apprécié par la hiérarchie. L'évolution professionnelle passe par des prises de pouvoir. Une réunion peut se présenter et vous donner l'opportunité de vous exprimer sur des sujets intéressants.

Votre relation à l'argent crée des dépenses importantes. Des coups de coeur et des loisirs ne permettent pas de réaliser des économies. Il est conseillé de faire attention, car vous pourriez vivre au-dessus de vos moyens. Des petites concessions sont à faire.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Avec Mars dans le secteur, vous ferez preuve d'efficacité et n'attendrez pas pour prendre des initiatives. Il se pourrait que l'on vous demande de remplacer une personne en congés sur un poste dont vous ne connaissez rien ! Pas d'inquiétude, vous vous en sortirez très bien.

Le carré Jupiter/Neptune risque de placer vos finances en mauvaise posture. Ne vous laissez pas influencer par les publicités, les démarcheurs ou les relations qui vous proposeront de bons plans qui n'en seront pas. Gardez-vous de toute opération financière.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23